Solidaires
Fonction Publique

Déclaration liminaire
Réunion salaires Matignon
13 novembre

Monsieur le Premier Ministre,

Depuis 10 ans, le point d'indice n'a été dégelé que 4 fois. Ces 4 augmentations ont été minimes surtout face à un taux d'inflation qui flirtait parfois avec deux chiffres.
Sur les 20 dernières années, le point d'indice a augmenté de 15% quand l'inflation a, elle, bondi de 51 %.
Cherchez l'erreur.

Ces dernières années, les agents et agentes se sont vu·es imposer le jour de carence, la suppression de la Garantie Individuelle Pouvoir d'Achat, la baisse de l'indemnisation du congé maladie ordinaire…

On entend déjà ici ou là la petite musique du gel des avancements et promotions.

Les agentes et agents publics ne peuvent être considéré·es comme des coûts systématiquement, ni ne peuvent être la réponse immédiate à toute question budgétaire.

Pendant le Covid, toute la population a remercié les soignantes et les soignants.
Cet été, quand les forêts brûlaient partout en France, tout le monde soutenait les pompiers qui luttaient sans moyens suffisants pour éteindre les incendies et nous tenons à rendre hommage aux 4 pompiers qui y ont perdu leurs vies.
Cet été toujours, pendant les canicules, nous avons salué une nouvelle fois les soignantes et les soignants qui ont, malgré des conditions de travail catastrophiques avec notamment des couvertures de survie aux fenêtres (après les blouses en sac poubelle du covid), continué de

soigner.
Nous avons vu par ailleurs les enseignantes et enseignants subir des conditions de travail et d'accueil des élèves là aussi dramatiques, ce qui pose également des questions de santé publique pour les élèves accueillis dans ces conditions, qui ne sont que le résultat de 20 ans de non investissement pour l'adaptation au changement global pourtant largement documenté par la littérature scientifique.
Nous avons vu l'ensemble des agentes et agents publics faire tenir les services publics, pour l'ensemble de la population, parce que c'est bien grâce à elles et eux qu'ils tiennent.

Une nouvelle fois, il y a eu les mercis. Comme pendant le covid. Comme à chaque crise.
Mais comme à chaque fois, les mercis ne sont suivis par rien en termes de revalorisation salariale.

Les mesures annoncées lundi pour le SMIC et le secteur privé sont largement insuffisantes.
De la même manière, la proposition d'injecter quelques points sur les bas de grille ne peut être l'unique mesure prise pour les agentes et agents publics en terme salarial. Mesure qui par ailleurs, ne permettra que temporairement que des centaines de milliers agent·es ne passent pas en dessous du smic.
Sachant que très rapidement en fonction de l'inflation et la prochaine revalorisation du SMIC leur rémunération sera de nouveau inférieure au SMIC, et aura comme conséquence immédiate un nouveau tassement des grilles indiciaires.
Oui il faut travailler sur les grilles et des mesures bas salaires mais pas seulement.
Il faut des mesures salariales générales pour toutes et tous les agentes et agents publics.

Aujourd'hui, ils et elles ne veulent plus et ne peuvent plus entendre "une augmentation coûte trop cher pour ce qu'elle rapporte"... ou toute autre formule aussi vexante qu'injuste. Ils et elles veulent une juste rémunération de leur travail, à la hauteur de leur investissement quotidien.

La réalité des agentes et agents publics est aujourd'hui celle d'une grande partie de la population : devoir arbitrer entre plein d'essence et panier de courses, retarder le plus possible pour allumer son chauffage ou ne plus emmener ses enfants à chaque entraînement de foot ou autre activité, ou renoncer à des soins faute de finances…

Ils et elles l'expriment depuis près de 7 semaines dans leurs mobilisations massives.
Il faut une véritable réponse à l'urgence salariale dans la FP également. Aux besoins de services publics pour l'ensemble de la population.

C'est bien du fait de cette mobilisation que nous nous retrouvons ici.
Vous devez aujourd'hui répondre à l'ensemble des revendications portées par ces mobilisations : celles de la jeunesse qui sont celles que nous portons et soutenons pour des conditions dignes d'études, celles de la population contre la vie chère, pour de meilleurs salaires et de services publics. Et donc bien entendu, vous devez répondre aux revendications légitimes des agentes et agents publics.

Nous attendons même si c'est très insuffisant des éléments précis sur l'injection de points.
Mais ces mesures que vous avez rapidement présentées ne remplaceront pas le dégel indispensable du point d'indice et son indexation sur l'inflation. Il y a urgence.

La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale notamment permettraient de trouver quelques milliards par exemple.

Il est indispensable de travailler sur les conditions de travail.
Mais pour cela, comme pour le reste, comme l'égalité professionnelle pour lequel il n'y aura pas d'accord, il faut des moyens.

Il est indispensable de travailler à la protection des agentes et des agents. Toutes et tous, dans leur ensemble. De réaffirmer la légitimité de leurs missions. Sans distinction, sans faux procès ni accusations qui jettent le discrédit sur les agentes et agents et les mettent en danger.
Vous avez gravement mis en cause hier la probité des personnels de l'éducation nationale. Nous ne savons pas sur quels éléments vous vous basez. Solidaires souhaite dire que les agentes et agents ont été choqué·es.

Sur le point de la neutralité de la fonction publique, nous partageons vos craintes. Les exemples sont nombreux de mairies désormais rassemblement national qui attaquent frontalement les agentes et les agents sans aucun respect des droits des agents. Cela a par exemple été le cas à Hénin Beaumont où deux de nos camarades ont été sanctionnés sans fond par le maire RN avant que le Tribunal administratif ne cassent les sanctions disciplinaires. Un exemple parmi tant d'autres.

Pour Solidaires, nous attendons le dégel du point, son indexation sur l'inflation, l'ajout de 85 points pour toutes et tous. Le chantier salarial est le premier à traiter.
Terminer cette réunion sans aucune annonce de dégel du point serait un signe politique dramatique mais surtout une réalité terrible pour les 5,8 millions d'agentes et agents publics.